

Evolution des investissements directs en 2005

Décembre 2006

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIONALE SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 32 84; fax +41 44 631 81 14;
e-mail: library@snb.ch

Langues

Les présents rapports sont publiés en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, sous *www.snb.ch, Publications*.

Impression

Fotorotar AG, CH-8132 Egg/ZH

Copyright

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées avec indication de la source

Imprimé en

décembre 2006

ISSN 1661-156X (version en ligne)

Table des matières

4	Evolution des investissements directs en 2005
5	Résumé
7	Investissements directs suisses à l'étranger
10	Investissements directs étrangers en Suisse
13	Investissements directs étrangers en Suisse selon le critère de l'investisseur détenant le contrôle final
15	Commentaires
17	Fondements juridiques
18	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
19	Tableaux
42	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Evolution des investissements directs en 2005

Résumé

La croissance robuste de l'économie mondiale, les bons résultats dégagés par les entreprises et le niveau bas des taux d'intérêt ont stimulé les investissements directs. Les exportations de capitaux opérées par des entreprises suisses en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 68 milliards de francs en 2005. Elles ont doublé d'une année à l'autre, mais n'ont pas atteint leur niveau record de 2000, soit 75 milliards de francs. Une fois encore, ces flux de capitaux ont été investis en majeure partie en Europe et aux Etats-Unis. En 2005, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger se sont fortement accrus, passant de 452 milliards à 560 milliards de francs. La hausse du cours du dollar des Etats-Unis a contribué à cet accroissement. Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger ont atteint 80 milliards de francs, soit un niveau record, en 2005. Pour la

première fois, plus de 2 millions de personnes étaient occupées, à fin 2005, dans les implantations à l'étranger des entreprises suisses. A titre de comparaison, on notera que la Suisse comptait 3,6 millions de personnes actives occupées.

Une comparaison internationale montre que la présence des entreprises suisses à l'étranger est supérieure à la moyenne. Le rapport entre les stocks d'investissements directs à l'étranger et le produit intérieur brut (PIB) nominal l'atteste. Pour la Suisse, ce rapport s'élevait à 123% à fin 2005. Des pays comparables à la Suisse avaient des rapports nettement inférieurs. En effet, on observait des taux de 91% pour les Pays-Bas (fin 2004) et de 52% pour l'Irlande (fin 2004 également).

Investissements directs en 2005 – Aperçu

Tableau 1

		2004	2005	Variation en %
Investissements directs suisses à l'étranger				
Exportations de capitaux	en milliards de francs	32,7	67,6	107,0
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	451,8	560,1	24,0
Revenus de capitaux	en milliards de francs	48,9	80,4	64,3
Effectif du personnel	en milliers	1 861,7	2 002,2	7,5
Investissements directs étrangers en Suisse				
Importations de capitaux	en milliards de francs	1,7	-1,6	.
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	223,7	222,1	-0,7
Revenus de capitaux	en milliards de francs	19,6	34,7	76,7

En 2005, les entreprises étrangères ont, au total, rapatrié 2 milliards de francs qu'elles avaient investis dans leurs implantations en Suisse. En 2004, les investissements directs étrangers en Suisse avaient engendré une importation de capitaux de 2 milliards de francs. Un rapatriement n'avait plus été observé depuis 1993. Il est dû à un facteur particulier qui a influé sur les sociétés financières et holdings en mains américaines. Ces entreprises ont distribué des dividendes particulièrement élevés à la suite d'incitations fiscales découlant de l'adoption, aux Etats-Unis, de l'*American Jobs Creation Act*. Les dividendes provenaient en grande majorité de bénéficiaires qui avaient été maintenus dans les implantations en Suisse les années précédentes et, ainsi, comptés comme fonds propres. Le versement de ces dividendes a par conséquent entraîné des remboursements, d'où une diminution des stocks d'investissements directs américains en Suisse. Cela explique le rapatriement vers l'étranger de 8 milliards de francs qui a été opéré par les sociétés financières et holdings en 2005. En revanche, les autres branches ont bénéficié d'un afflux de fonds de 7 milliards de francs (5 milliards en 2004). Les investisseurs étrangers ont placé 2 milliards de francs tant dans les entreprises des «Transports et communications» que dans celles du commerce, et un milliard dans le secteur bancaire.

En 2005, les stocks d'investissements directs que les entreprises étrangères détenaient en Suisse ont diminué de 2 milliards pour s'établir à 222 milliards de francs. Dans les sociétés financières et holdings, ils ont reculé de 8 milliards, passant à

102 milliards de francs. En revanche, ils ont progressé dans les autres branches de 6 milliards pour s'établir à 120 milliards de francs.

L'effectif du personnel dans les implantations en Suisse d'entreprises étrangères qui entrent dans la statistique des investissements directs était de 200 000 à fin 2005, contre 190 000 un an auparavant. En collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS), l'effectif du personnel a été recensé également, et pour la première fois, dans les entreprises en mains étrangères qui n'entrent pas dans l'enquête sur les investissements directs parce qu'elles ne remplissent pas les critères fixés. En additionnant les deux sources, on obtient un effectif du personnel de 315 000 à fin 2004 et de 324 000 à fin 2005.

Dans la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse, le seul critère déterminant était jusqu'ici le pays d'origine de l'investisseur détenant le contrôle immédiat sur l'entreprise étrangère en Suisse. Or il ne s'agit pas toujours du pays de l'investisseur qui exerce finalement le contrôle. Pour la première fois, la répartition géographique des stocks d'investissements directs étrangers et de l'effectif du personnel dans les implantations étrangères en Suisse a été faite en fonction du pays de l'investisseur qui exerce en fin de compte le contrôle. Par rapport à l'ancienne méthode de calcul, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Japon détiennent sensiblement plus de stocks d'investissements directs en Suisse. Par contre, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Autriche en détiennent moins.

Investissements directs suisses à l'étranger

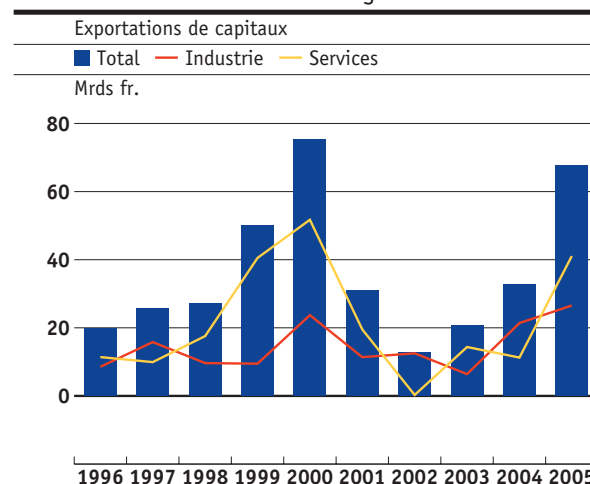
Exportations de capitaux

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 68 milliards de francs en 2005, contre 33 milliards l'année précédente. Elles ont ainsi atteint leur niveau le plus élevé depuis l'année 2000. Leur forte expansion a découlé principalement des bénéficiaires confortables qui ont été maintenus dans les filiales à l'étranger. D'une année à l'autre, ces bénéficiaires réinvestis se sont fortement accrus, passant de 21 milliards à 46 milliards de francs. En outre, les entreprises suisses ont procédé à des acquisitions à l'étranger pour 22 milliards de francs, contre 12 milliards l'année précédente.

De toutes les branches, la chimie est celle qui a le plus renforcé ses implantations à l'étranger. Elle a exporté des capitaux pour 20 milliards de francs, après 12 milliards en 2004. Les fonds ont servi en majorité à financer des acquisitions d'entreprises. Des flux de capitaux en sensible progression d'une année à l'autre ont été observés également du côté des banques (8 milliards de francs), des compagnies d'assurances (6 milliards) et des entreprises du commerce (9 milliards). Les exportations de capitaux des entreprises groupées sous «Autres industries» ont porté sur 7 milliards de francs, soit un montant équivalent à celui de 2004. Ces fonds ont été investis en majeure partie par l'industrie alimentaire et les entreprises des industries extractives. Enfin, les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont transféré 14 milliards de francs à l'étranger, après 2 milliards en 2004.

Une fois encore, ces fonds ont été investis en majeure partie (52 milliards de francs) en Europe et en Amérique du Nord. D'une année à l'autre, les exportations de capitaux vers les pays de l'UE (UE à 25) ont augmenté, passant de 15 milliards à 26 milliards de francs. Les flux vers les Pays-Bas et l'Allemagne ont porté sur respectivement 15 milliards et 8 milliards de francs. Les entreprises suisses ont investi 22 milliards de francs, soit le double du montant de 2004, en Amérique du Nord. Tant les pays d'Amérique centrale et du Sud que ceux d'Asie ont bénéficié de flux s'élevant à 6 milliards de francs. Pour ce qui a trait à l'Asie, les entreprises suisses ont, par rapport à l'année précédente, renforcé leurs flux de capitaux vers la Chine, Hong Kong, les Philippines et la Corée du Sud, mais réduit ceux vers le Japon et Singapour. Néanmoins, Singapour a reçu 2 milliards de francs, soit le flux le plus élevé vers un pays asiatique. Ce pays joue souvent le rôle de plaque tournante pour les entreprises suisses qui investissent dans d'autres économies asiatiques. Cela explique pourquoi les flux de capitaux vers ce pays sont parfois élevés et fluctuent fortement. Enfin, les entreprises suisses ont investi 2 milliards de francs en Afrique. Ce montant constitue un record. Un pays, l'Afrique du Sud, en a été le principal bénéficiaire.

Graphique 1
Investissements directs à l'étranger



Stocks d'investissements directs

En 2005, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger se sont accrus de 108 milliards pour atteindre 560 milliards de francs. Pour l'essentiel, deux facteurs – les exportations de capitaux élevées et la revalorisation du dollar des Etats-Unis – expliquent cette forte croissance.

Les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger étaient détenus à hauteur de deux tiers par des entreprises des services (362 milliards de francs) et d'un tiers par celles de l'industrie (198 milliards). La palme revient aux sociétés financières et holdings, qui avaient 159 milliards de francs à l'étranger. La chimie (96 milliards de francs) et les compagnies d'assurances (96 milliards également) venaient ex aequo au deuxième rang.

Les stocks d'investissements directs suisses dans les pays de l'UE (UE à 25) atteignaient 237 milliards de francs. Le Royaume-Uni, avec une part de 55 milliards de francs, était le pays de l'UE qui comptait une fois encore le plus d'investissements directs suisses. Les Pays-Bas (34 milliards de francs) et l'Allemagne (32 milliards) figuraient aux deuxième et troisième rangs. Dans ces deux pays, les stocks d'investissements directs ont fortement augmenté en 2005.

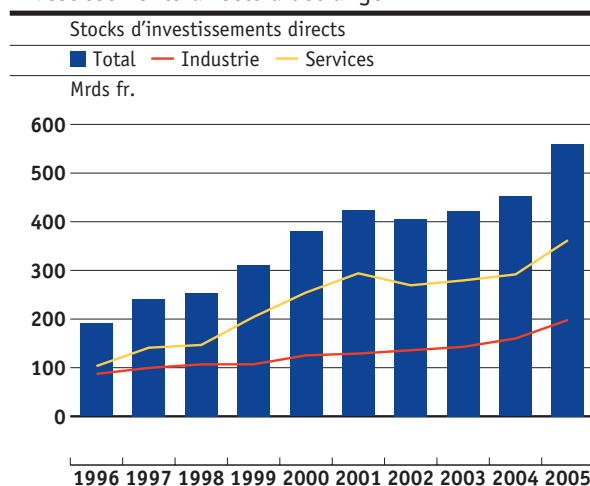
Les entreprises suisses détenaient en Amérique du Nord 122 milliards de francs, soit 38 milliards de plus qu'à fin 2004. Cette sensible progression s'explique par des acquisitions d'entreprises aux Etats-Unis et au Canada, mais aussi par la hausse du cours du dollar des Etats-Unis. Les stocks d'investissements directs suisses dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud s'élevaient à 80 milliards de francs, contre 69 milliards à fin 2004. Ces pays, en particulier les Ber-

mudes et les îles Caïmans, sont utilisés principalement comme plaques tournantes pour des investissements effectués finalement ailleurs. Les entreprises suisses avaient en Asie des stocks d'investissements directs s'élevant à 45 milliards de francs, soit 10 milliards de plus qu'à fin 2004. La part détenue en Indonésie s'est accrue de 3 milliards de francs. Sa vive expansion est due au fait que des groupes étrangers ont procédé à des restructurations. Ils ont rattaché à leurs implantations en Suisse des filiales qu'ils détenaient déjà, via d'autres pays, en Indonésie.

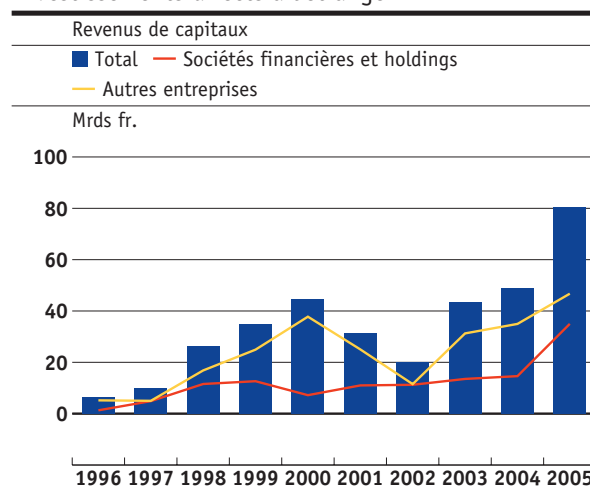
Revenus de capitaux

Grâce à l'évolution favorable des affaires, les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger ont atteint 80 milliards de francs en 2005, soit un montant record. Ce résultat est supérieur de 31 milliards de francs à celui de l'année précédente. Du total des revenus, une part de 46 milliards de francs a été transférée en Suisse, et le solde, soit 34 milliards, a été réinvesti à l'étranger. Les deux tiers de la très vive progression du total des revenus sont dus aux sociétés financières et holdings en mains étrangères. Celles-ci ont tiré de leurs investissements directs à l'étranger 34 milliards de francs en 2005, contre 14 milliards l'année précédente. Les autres branches ont enregistré des revenus s'élevant à 47 milliards de francs, après 35 milliards en 2004. L'ensemble des revenus tirés de l'étranger représente 14% des stocks d'investissements directs à l'étranger (11% en 2004). Il ne s'agit pas à proprement parler d'un rendement, étant donné que les stocks d'investissements directs sont évalués à leur valeur comptable et non à leur valeur de marché.

Graphique 2
Investissements directs à l'étranger



Graphique 3
Revenus de capitaux à l'étranger

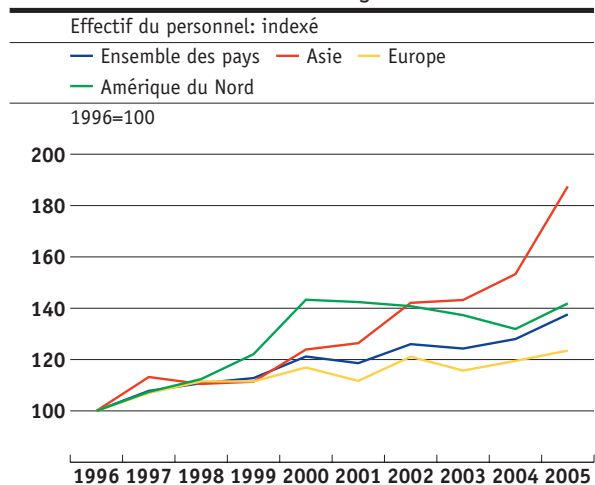


Effectif du personnel

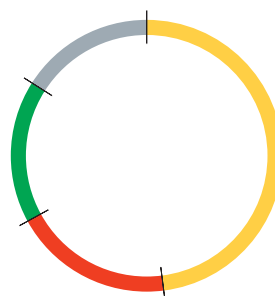
Dans les implantations suisses à l'étranger, l'effectif du personnel a augmenté de 140 000 unités, passant pour la première fois à plus de 2 millions. Toutes les branches, à l'exception des compagnies d'assurances, ont contribué à cette progression de l'emploi. L'effectif du personnel à l'étranger des sociétés financières et holdings en mains étrangères a marqué une vive expansion (+54 000 unités) à la suite d'une évolution particulière. En effet, des groupes étrangers ont procédé à des restructurations. Ils ont rattaché à leurs implantations en Suisse des filiales qu'ils détenaient déjà, via d'autres pays, en Indonésie. C'est pourquoi l'effectif du personnel en Indonésie s'est vigoureusement accru,

passant de 13 000 à fin 2004 à 59 000 à fin 2005. Les entreprises suisses employaient 81 000 personnes dans leurs implantations en République populaire de Chine. Ce chiffre a augmenté de 12 000 unités en un an et doublé depuis 2001. Du fait de l'évolution dans ces deux pays, l'effectif du personnel en Asie a enregistré la plus forte progression (+67 000) pour atteindre 371 000 unités. Ainsi, l'Asie était pour la première fois plus importante que l'Amérique du Nord, où les entreprises suisses occupaient 339 000 personnes à fin 2005. Dans l'UE, 877 000 personnes travaillaient dans des implantations d'entreprises suisses. Si l'on prend le critère de l'emploi, cette zone restait donc la principale pour les entreprises suisses.

Graphique 4
Investissements directs à l'étranger



Graphique 5



Effectif du personnel à l'étranger à fin 2005
Répartition géographique en %

- Europe 48
 - Asie 19
 - Amérique du Nord 17
 - Autres continents 16
- Total: 2 millions

Investissements directs étrangers en Suisse

American Jobs Creation Act

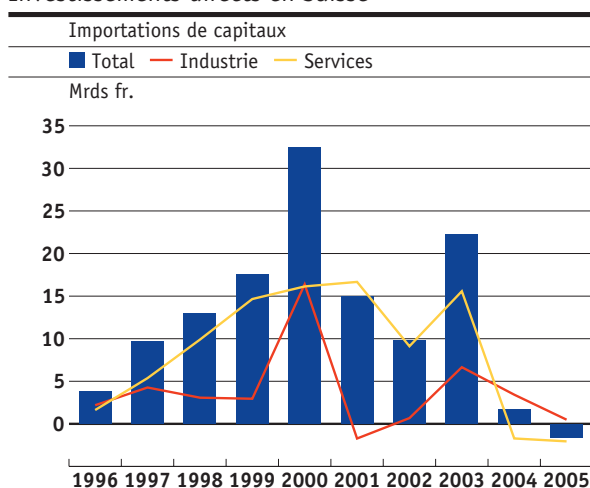
En introduisant un allègement fiscal limité dans le temps, les Etats-Unis ont influé sensiblement sur les investissements directs étrangers en Suisse. L'*American Jobs Creation Act* a permis à des entreprises américaines de rapatrier, à des conditions fiscales plus avantageuses, des bénéfices maintenus au cours des années précédentes en Suisse (bénéfices réinvestis). Les sociétés financières et holdings qui sont en mains américaines et établis en Suisse ont saisi cette occasion et distribué des dividendes particulièrement élevés. Les dividendes provenaient en grande majorité de bénéfices qui avaient été maintenus dans les implantations en Suisse les années précédentes et, ainsi, comptés comme fonds propres. Le versement de ces dividendes a par conséquent entraîné des remboursements, d'où une diminution des stocks d'investissements directs américains en Suisse. Ces rapatriements ont atteint des montants tels qu'ils ont eu de sensibles répercussions sur les données portant sur l'ensemble des investissements directs étrangers en Suisse.

Importations de capitaux

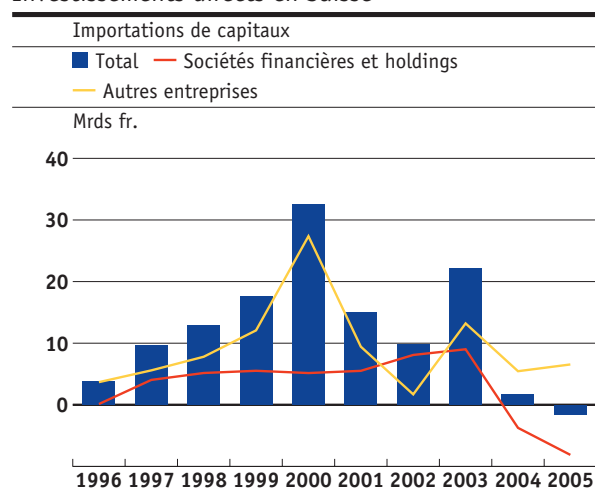
En 2005, les entreprises étrangères ont, au total, rapatrié 2 milliards de francs qu'elles avaient investis dans leurs implantations en Suisse. L'année précédente, les investissements directs étrangers en Suisse avaient engendré une importation de capitaux de 2 milliards de francs. Ces rapatriements – les premiers depuis 1993 – sont dus à des remboursements, à hauteur de 8 milliards de francs, opérés par les sociétés financières et holdings¹. En revanche, les autres branches ont bénéficié d'un afflux de fonds d'environ 7 milliards de francs (5 milliards en 2004). Les investisseurs étrangers ont placé 2 milliards de francs tant dans les entreprises des «Transports et communications» que dans celles du commerce et un milliard dans le secteur bancaire.

D'un côté, des capitaux, à hauteur de 24 milliards de francs, ont été rapatriés vers les Etats-Unis et, de l'autre, des afflux (importations) ont été observés en provenance d'Autriche (10 milliards) et des Pays-Bas (9 milliards). Ces flux sont à mettre en rapport avec les remboursements opérés par des entreprises américaines. Ils sont dus également au fait que des sociétés américaines ont vendu des filiales en Suisse à des entreprises d'autres pays.

Graphique 6
Investissements directs en Suisse



Graphique 7
Investissements directs en Suisse



1 Voir ci-contre *American Jobs Creation Act*.

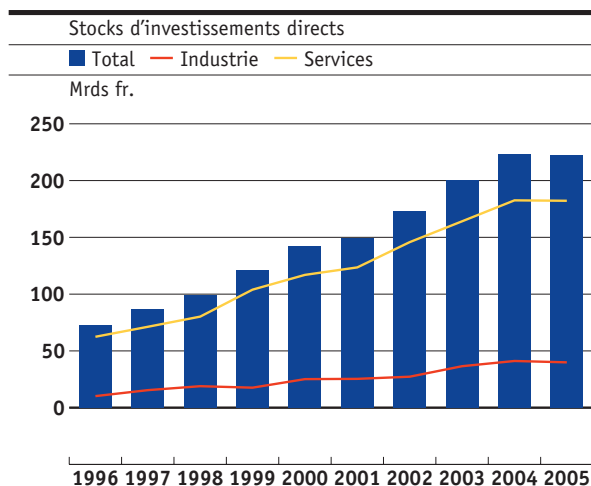
Stocks d'investissements directs

En 2005, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont diminué de 2 milliards pour s'établir à 222 milliards de francs. Cette diminution est due aux sociétés financières et holdings. A la suite d'un facteur particulier², les stocks d'investissements directs des sociétés financières et holdings ont reculé de 8 milliards, passant à 102 milliards de francs.

En dépit de ce recul, les sociétés financières et holdings détenaient encore une part de 46% dans le total des stocks d'investissements directs et restaient ainsi très nettement la principale branche. Les entreprises de l'industrie avaient une part de 18%; leurs stocks d'investissements directs ont diminué d'un milliard pour s'inscrire à 40 milliards de francs. Abstraction faite des sociétés financières et holdings, les stocks d'investissements directs des entreprises des services ont en revanche sensiblement augmenté; ils s'élevaient à 80 milliards de francs à fin 2005, contre 73 milliards un an auparavant. Ceux des entreprises du commerce se sont accrus de 4 milliards de francs, et ceux des banques, de 2 milliards.

Les stocks d'investissements directs détenus par des entreprises américaines ont fléchi, passant de 90 milliards à 61 milliards de francs. En revanche, les investisseurs autrichiens détenaient en Suisse 12 milliards de francs, contre 2 milliards à fin 2004. Les investisseurs des Pays-Bas ont eux aussi renforcé leurs positions en Suisse. Leurs stocks d'investissements directs s'établissaient à 56 milliards de francs, contre 47 milliards à fin 2004. Ces variations s'expliquent par les allègements fiscaux introduits aux Etats-Unis et par la vente de filiales américaines en Suisse à des entreprises d'autres pays.

Graphique 8
Investissements directs en Suisse



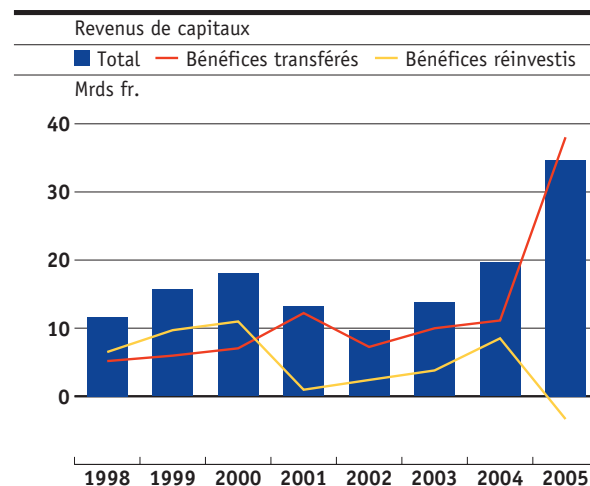
2 Voir *American Jobs Creation Act*, p. 10.

Revenus de capitaux

Les revenus de capitaux se sont fortement accrus, passant de 20 milliards en 2004 à 35 milliards en 2005. Ils représentent 16% des stocks, à la valeur comptable, d'investissements directs (9% en 2004). Leur progression a découlé principalement des sociétés financières et holdings; les revenus enregistrés par ces sociétés ont en effet atteint 21 milliards de francs, contre 9 milliards en 2004. Les revenus des autres branches se sont établis à 13 milliards de francs, contre 10 milliards l'année précédente.

Les filiales en Suisse d'entreprises étrangères ont transféré à leurs maisons mères 38 milliards de francs en 2005, soit plus du triple du montant observé l'année précédente (11 milliards). Du fait des distributions exceptionnellement élevées de dividendes³ la statistique indique des bénéfices réinvestis pour un montant négatif de 3 milliards de francs. Une valeur négative signifie que les dividendes distribués ont porté sur un montant dépassant les résultats de l'exercice annuel.

Graphique 9
Investissements directs en Suisse



3 Voir *American Jobs Creation Act*, p. 10.

Effectif du personnel

Les 820 entreprises appelées à participer aux enquêtes sur les investissements directs employaient 200 000 personnes à fin 2005 (190 000 un an auparavant). La Suisse compte cependant 4000 entreprises en mains étrangères qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait que leur capital est inférieur à 10 millions de francs. Vu leur importance financière, ces entreprises ne sont pas prises en considération dans les données financières sur les investissements directs. Elles ne peuvent cependant pas être négligées pour ce qui a trait à l'effectif du personnel. C'est pourquoi le personnel de ces entreprises a fait pour la première fois l'objet d'une enquête menée en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Ces entreprises occupaient 124 000 personnes à fin 2005, contre 125 000 à fin 2004. Au total, 324 000 personnes travaillaient en Suisse dans des entreprises en mains étrangères (315 000 à fin 2004).

Ce chiffre représente 9% du total des emplois, la Suisse comptant 3 640 000 personnes occupées dans l'industrie et les services. Les investisseurs étrangers employaient 125 000 personnes dans l'industrie et 199 000 dans les services. Au sein du secteur des services, les entreprises du commerce (70 000 emplois) et des «Autres services» (59 000) venaient en tête. En Suisse, 82 000 personnes travaillaient dans des entreprises allemandes, 53 000 dans des entreprises des Etats-Unis et 49 000 dans des entreprises des Pays-Bas.

Effectif du personnel en Suisse (en fin d'année)

Tableau 2

	2003	2004	2005	Part en %
Total des emplois en Suisse¹, dont	3 627 564	3 629 117	3 640 479	100,0
dans des entreprises détenues par des investisseurs étrangers, dont	301 176	315 044	324 064	8,9
dans des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs ²	157 829	190 116	200 100	5,5
dans des entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs ¹	143 347	124 928	123 964	3,4

1 Source: Office fédéral de la statistique.

2 Extension, en 2004, du cercle des entreprises appelées à fournir des données.

Investissements directs étrangers en Suisse selon le critère de l'investisseur détenant le contrôle final

Dans la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse, le seul critère déterminant a été jusqu'ici le pays d'origine de l'investisseur détenant le contrôle immédiat sur l'entreprise étrangère en Suisse. Or il ne s'agit pas toujours du pays de l'investisseur qui exerce en fin de compte le contrôle ultime. Nombre de ces investisseurs immédiats sont en effet contrôlés à leur tour par des sièges de groupes situés dans d'autres pays.

De telles structures de groupe influent toujours plus sur la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse. Du total du capital social des implantations étrangères en Suisse, 28% étaient détenus par des sociétés intermédiaires à fin 2005, contre 21% à fin 2001.

C'est pourquoi la Banque nationale dresse également, pour les investissements directs étrangers en Suisse, une répartition géographique qui est faite en fonction du pays de l'investisseur exerçant le contrôle final. Cette répartition montre donc le pays dans lequel est établi l'investisseur qui contrôle finalement la filiale en Suisse. Il s'agit généralement du pays qui abrite le siège principal du groupe. La répartition tient compte également des rapports de propriété. Elle est faite uniquement pour les stocks d'investissements directs et l'effectif du personnel. Ces données sont publiées pour la première fois dans le présent rapport. Pour ne pas imposer une charge trop forte aux entreprises appe-

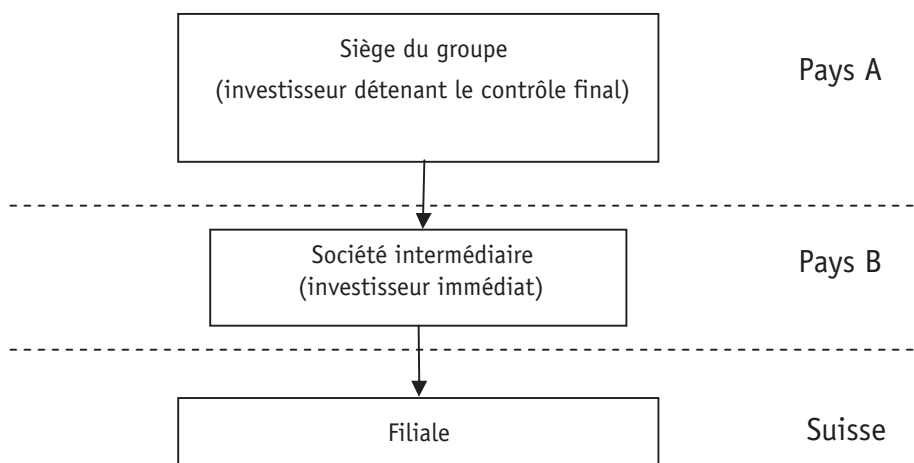
lées à fournir des données, les flux de capitaux ne sont pas recensés selon le critère de l'investisseur exerçant le contrôle final.

Les tableaux 3 et 4 montrent, pour les stocks d'investissements directs et pour l'effectif du personnel, les écarts importants qui existent entre les données établies selon le critère de l'investisseur immédiat et selon le critère de l'investisseur exerçant le contrôle final. Les stocks établis selon le critère de l'investisseur exerçant le contrôle final sont nettement plus élevés pour des pays tels que les Etats-Unis (+23 milliards de francs), le Royaume-Uni (+12 milliards) et le Japon (+6 milliards). Cela signifie que les entreprises de ces pays passent dans de nombreux cas par des pays tiers pour investir en Suisse. Les Pays-Bas étaient le principal d'entre eux. Les stocks détenus par des investisseurs néerlandais atteignaient 56 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat, mais 22 milliards selon le critère de l'investisseur exerçant le contrôle final. Le Luxembourg et l'Autriche étaient eux aussi d'importantes plaques tournantes pour des investissements en Suisse.

Pour ce qui a trait à l'effectif du personnel, on observe des écarts semblables entre les deux approches. La répartition faite selon le critère de l'investisseur exerçant le contrôle final conduit à des chiffres nettement plus élevés en particulier pour les Etats-Unis (+20 000 personnes), le Royaume-Uni (+14 000) et la France (+7 000). Par contre, l'effectif du personnel travaillant dans des filiales néerlandaises en Suisse passe de 49 000 selon le critère de l'investisseur immédiat à 19 000 selon le critère de l'investisseur exerçant le contrôle final.

Graphique 10

L'investisseur immédiat et l'investisseur détenant le contrôle final



Stocks d'investissements directs en Suisse (à fin 2005) selon le pays d'origine Tableau 3
soit de l'investisseur immédiat, soit de l'investisseur exerçant le contrôle final en milliards de francs

	Répartition selon l'investisseur immédiat		Répartition selon l'investisseur exerçant le contrôle final		Ecart
1. Europe	153,9	69%	120,5	54%	-33,4
UE, dont	151,0	68%	115,6	52%	-35,4
Allemagne	20,4	9%	19,8	9%	-0,6
France	17,1	8%	20,5	9%	3,4
Luxembourg	9,9	4%	0,8	0%	-9,1
Pays-Bas	56,0	25%	21,7	10%	-34,3
Autriche	12,5	6%	3,2	1%	-9,2
Royaume-Uni	13,0	6%	25,3	11%	12,3
2. Amérique du Nord, dont	62,2	28%	85,4	38%	23,2
Etats-Unis	60,7	27%	83,8	38%	23,1
3. Amérique centrale et du Sud, dont	3,3	1%	6,7	3%	3,4
centres financiers offshore	1,7	1%	5,2	2%	3,5
4. Asie, Afrique, Océanie, dont	2,8	1%	9,5	4%	6,8
Japon	0,9	0%	6,9	3%	6,0
Ensemble des pays	222,1	100%	222,1	100%	0,0

Effectif du personnel (à fin 2005) selon le pays d'origine soit de l'investisseur Tableau 4
immédiat, soit de l'investisseur exerçant le contrôle final en milliers

	Répartition selon l'investisseur immédiat		Répartition selon l'investisseur exerçant le contrôle final		Ecart
1. Europe	253,6	78%	229,3	71%	-24,3
UE, dont	252,7	78%	226,7	70%	-25,9
Allemagne	82,4	25%	80,4	25%	-2,0
France	27,2	8%	34,1	11%	6,9
Luxembourg	10,8	3%	3,7	1%	-7,1
Pays-Bas	49,2	15%	19,2	6%	-30,0
Autriche	10,6	3%	8,7	3%	-1,9
Royaume-Uni	23,0	7%	36,8	11%	13,8
2. Amérique du Nord, dont	56,8	18%	77,0	24%	20,2
Etats-Unis	52,9	16%	72,7	22%	19,9
3. Amérique centrale et du Sud, dont	6,6	2%	6,8	2%	0,2
centres financiers offshore	6,5	2%	6,6	2%	0,1
4. Asie, Afrique, Océanie, dont	7,1	2%	11,0	3%	3,9
Japon	2,4	1%	4,4	1%	1,9
Ensemble des pays	324,1	100%	324,1	100%	0,0

Modifications apportées en 2005

Modification dans le calcul de l'effectif du personnel en Suisse

Les données concernant l'effectif du personnel en Suisse proviennent, et cela est nouveau, de deux sources. L'enquête de la BNS sur les investissements directs étrangers en Suisse – première source – fournit, comme précédemment, des données sur l'emploi dans les entreprises interrogées. L'Office fédéral de la statistique (OFS) – seconde et nouvelle source – recueille des données sur l'emploi dans les entreprises qui sont en mains étrangères, mais n'entrent pas dans les enquêtes de la BNS sur les investissements directs parce qu'elles n'atteignent pas la taille déterminante.

Incorporation des créances et engagements vis-à-vis des sociétés sœurs

Par sociétés sœurs on entend des entreprises qui appartiennent au même groupe, mais n'ont pas, entre elles, de liens sous forme de participations au capital social. Selon les normes internationales, les créances et engagements transfrontières entre sociétés sœurs entrent dans les investissements directs.

Jusqu'ici, les crédits transfrontières entre sociétés sœurs dont la société mère avait son siège à l'étranger ne figuraient pas dans les données publiées par la BNS sur les investissements directs. Cette lacune est maintenant comblée. Depuis 2005, toutes les créances et tous les engagements transfrontières entre sociétés sœurs sont ainsi inclus dans les investissements directs.

Définition

Celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Habituellement, il y a investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe pour au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. La statistique suisse des investissements directs repose sur les directives du FMI (Manuel de la balance des paiements, 5^e édition) et de l'OCDE (Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, 3^e édition).

Enquêtes

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, en d'autres termes sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et de trimestre. Environ 1100 entreprises ou groupes participent à l'enquête annuelle. Des données sont recueillies auprès des entreprises dont les stocks d'investissements directs dépassent 10 millions de francs.

Objet des enquêtes

L'enquête annuelle porte sur les stocks d'investissements directs (participations aux fonds propres et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes ainsi que sur les bénéfices réinvestis. Ceux-ci représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct de renforcer sa position sans avoir à exporter, au sens strict, des capitaux. En outre, des données sont demandées aux entreprises sur l'effectif de leur personnel en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger. Les données sur l'emploi en Suisse dans les filiales qui sont en mains étrangères, mais n'entrent pas dans les enquêtes de la BNS sur les investissements directs proviennent de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissements directs à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par des investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la source non récupérables sont portés en déduction.

Evaluation des stocks d'investissements directs en fin d'année

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables. Ces valeurs sont en général inférieures aux valeurs marchandes.

Rapport entre la variation des stocks d'investissements directs et les flux de capitaux

Bien que les flux de capitaux se répercutent sur les stocks d'investissements directs, on ne peut, à partir d'une variation des stocks, tirer des conclusions immédiates en ce qui concerne les flux de capitaux et inversement. Les variations des stocks proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, les stocks peuvent varier à cause de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc. Lors d'une acquisition, le *good-will* ou survaleur (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation des stocks d'investissements. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux. Des écarts peuvent découler de la prise en compte, dans la statistique, d'entreprises nouvelles (extension du cercle des entreprises appelées à fournir des données) si celles-ci avaient déjà procédé à des investissements directs. Dans un tel cas, la statistique n'indique aucun flux expliquant l'accroissement des stocks d'investissements.

Effectif du personnel

Sont considérées comme faisant partie du personnel toutes les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine, y compris les apprentis, les auxiliaires et les personnes du service externe. Les données proviennent de la BNS et de l'OFS. Dans les enquêtes de la BNS, l'effectif du personnel est recensé dans toutes les participations, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires. Il est indiqué au prorata de la part du capital qui est détenue par l'investisseur direct. En revanche, les données recueillies par l'OFS portent sur la totalité de l'effectif du personnel dans les entreprises qui sont majoritairement en mains d'investisseurs étrangers; elles ne sont donc pas établies en fonction de la part du capital qui est détenue par l'investisseur étranger.

Répartition géographique

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on tient compte autant que possible du pays du bénéficiaire final (*last beneficial owner*). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être suivi dans chaque cas. Les investissements directs étrangers en Suisse sont publiés selon une répartition faite en fonction du pays de l'investisseur immédiat. En outre, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse et l'effectif du personnel dans les entreprises étrangères en Suisse sont répartis également selon le pays de l'investisseur exerçant le contrôle final.

Répartition par branches

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Fondements juridiques

Les enquêtes sur les investissements directs reposent sur la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et sur l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale. En vertu de l'annexe à l'ordonnance relative à la loi sur la Banque nationale, les personnes morales et les sociétés sont tenues de fournir des données si leurs investissements directs à l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête et si des investisseurs directs étrangers détiennent plus de 10 millions dans leur capital.

Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs

Définition des pays	
France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svålbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Indonésie	Y compris le Timor-Leste jusqu'en 2003.
Emirats arabes unis	Abou Dabi, Doubaï, Chârdja, Adjmân, Omm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.
Définition des régions	
UE	UE à 15 pays jusqu'en 2003 et à 25 pays à partir de 2004. Comprend, en plus des pays indiqués individuellement, Malte, la Slovénie et Chypre depuis 2004.
Reste de l'Europe	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Islande, Macédoine, Moldavie, Saint-Marin, Serbie et Monténégro ainsi que Saint-Siège (Vatican). Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre, mais sans le Liechtenstein qui est rattaché à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Territoires palestiniens occupés, Géorgie, Irak, Iran, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Syrie, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan et Ouzbékistan.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador ainsi que Trinité-et-Tobago.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et République centrafricaine.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Samoa américaines, île Bouvet, îles Cocos (Keeling), îles Cook, île Christmas, Fidji, Etats fédérés de Micronésie, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, îles Heard et McDonald, Kiribati, îles Marshall, îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, île Norfolk, Nauru, Niué, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Palaos, îles Salomon, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, îles mineures éloignées des Etats-Unis, Vanuatu, Wallis et Futuna ainsi que Samoa.

1 La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat.

Tableaux

Investissements directs suisses à l'étranger

Tableau 1.1	Répartition par pays des exportations de capitaux	Page 20
Tableau 1.2	Répartition par pays de l'état à la fin de l'année	Page 22
Tableau 1.3	Répartition par pays de l'effectif du personnel à la fin de l'année	Page 24
Tableau 1.4	Exportations de capitaux, par branches et par secteurs	Page 26
Tableau 1.5	Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 27
Tableau 1.6	Effectif du personnel à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 28
Tableau 1.7	Revenus de capitaux, par branches et par secteurs	Page 29
Tableau 1.8	Exportations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays	Page 30

Investissements directs étrangers en Suisse

Tableau 2.1	Répartition par pays des importations de capitaux	Page 32
Tableau 2.2	Répartition par pays de l'état à la fin de l'année	Page 33
Tableau 2.3	Répartition par pays de l'effectif du personnel à la fin de l'année	Page 34
Tableau 2.4	Importations de capitaux, par branches et par secteurs	Page 37
Tableau 2.5	Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 37
Tableau 2.6	Effectif du personnel à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 38
Tableau 2.7	Revenus de capitaux, par branches et par secteurs	Page 40
Tableau 2.8	Importations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays	Page 40

Explication des signes

r chiffres révisés

p chiffres provisoires

. donnée non connue, confidentielle, non pertinente,
plus demandée ou aucun établissement déclarant (donnée manquante)

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Investissements directs suisses à l'étranger
Répartition par pays des exportations de capitaux^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 1.1

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p
1. Europe	13 462	10 274	9 437	14 554	29 440
UE⁴, dont	11 698	7 841	6 524	14 915	25 778
Etats baltes ^{5,6}	.	.	.	-14	79
Belgique	-545	2 036	2 634	786	-4 200
Danemark	-29	69	485	220	-431
Allemagne	5 696	247	304	98	7 714
Finlande	99	-8	16	405	-25
France	-1 582	985	-1 873	3 197	1 876
Grèce	167	241	369	108	277
Irlande	-4 713	175	33	-511	1 451
Italie	1 958	773	-1 877	154	882
Luxembourg	7 825	-2 557	4 352	-302	-2 443
Pays-Bas	167	1 505	583	3 785	14 749
Autriche	399	455	595	627	608
Pologne ⁶	.	.	.	340	470
Portugal	270	75	-266	45	-75
Suède	-165	3 002	401	737	-2 015
Slovaquie ⁶	.	.	.	93	31
Espagne	1 382	480	27	472	2 684
République tchèque ⁶	.	.	.	368	818
Hongrie ⁶	.	.	.	-65	565
Royaume-Uni	769	363	741	4 598	2 706
Reste de l'Europe⁷, dont	1 763	2 433	2 912	-361	3 662
Etats baltes ^{5,8}	-4	79	7	.	.
Bulgarie	2	1	37	29	78
Croatie	21	7	64	50	50
Norvège	.	.	.	-1 975	262
Pologne ⁸	209	-152	117	.	.
Roumanie	139	-45	86	108	153
Fédération de Russie	684	148	-21	294	880
Slovaquie ⁸	9	52	-4	.	.
République tchèque ⁸	274	55	-496	.	.
Turquie	-158	249	51	213	713
Ukraine	28	39	69	180	187
Hongrie ⁸	172	28	132	.	.
Centres financiers offshore ⁹	-242	-246	2 855	660	1 243
2. Amérique du Nord	9 679	3 642	6 769	8 878	22 429
Canada	108	307	353	3 141	5 952
Etats-Unis	9 571	3 336	6 416	5 737	16 476
3. Amérique centrale et du Sud, dont	6 254	-1 162	3 753	3 283	6 456
Argentine	533	-542	345	62	406
Bolivie	6	8	10	3	7
Brésil	-808	-615	163	444	657
Chili	-163	-8	-14	31	92
Costa Rica	13	17	85	38	476

	2001	2002	2003	2004 ¹	2005 ²
Equateur	55	42	14	15	50
Guatemala	-8	-8	13	1	0
Colombie	-70	-214	-19	12	118
Mexique	941	184	-61	155	91
Pérou	36	-42	-61	100	-33
Uruguay	90	152	33	80	135
Venezuela	176	-239	178	97	87
Centres financiers offshore ¹⁰	5 595	-440	3 943	2 084	2 387
4. Asie, dont	1 416	86	128	5 180	6 494
Bangladesh	6	0	0	19	-3
Chine (Rép. pop.)	181	-64	-188	196	787
Hong Kong	5	-363	101	-144	710
Inde	139	76	140	164	248
Indonésie	156	37	-32	2	105
Israël	45	-23	44	47	79
Japon	741	-481	-165	1 045	108
Corée (Sud)	162	26	6	22	657
Malaisie	67	-34	209	-3	-75
Pakistan	42	18	21	220	184
Philippines	98	-272	-62	-212	774
Arabie saoudite	-6	7	-18	-19	109
Singapour	-519	1 050	-202	3 687	2 162
Sri Lanka	-13	-2	-14	6	9
Taiwan	34	31	45	55	190
Thaïlande	206	167	180	124	284
Emirats arabes unis	55	-52	-22	4	-59
Vietnam	-19	-40	25	8	-22
5. Afrique, dont	143	-489	-248	-372	1 947
Egypte	82	48	31	28	274
Côte d'Ivoire	-6	-93	4	-16	-1
Kenya	4	-1	-2	11	12
Maroc	37	26	34	6	58
Nigéria	8	1	26	3	-7
Afrique du Sud	54	-238	-243	-72	1 088
Tunisie	5	-10	-9	4	6
6. Océanie, dont	-37	433	957	1 150	860
Australie	-66	437	992	1 138	480
Nouvelle-Zélande	22	-7	-54	9	359
Ensemble des pays	30 916	12 785	20 795	32 672	67 625

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

5 Estonie, Lettonie et Lituanie.

6 Jusqu'en 2003, inclus dans «Reste de l'Europe».

7 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

8 Pays membres de l'UE depuis 2004.

9 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

10 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

Investissements directs suisses à l'étranger
Répartition par pays de l'état à la fin de l'année^{1,2} en millions de francs

Tableau 1.2

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p	Part en %
1. Europe	212 853	211 236	218 498	232 505	273 383	48,8
UE³, dont	178 561	178 143	181 082	200 588	236 562	42,2
Etats baltes ^{4,5}	.	.	.	109	202	0,0
Belgique	10 823	11 843	13 732	14 886	11 560	2,1
Danemark	1 226	1 419	1 216	1 646	1 415	0,3
Allemagne	27 630	27 669	26 366	24 018	31 601	5,6
Finlande	2 197	2 015	1 783	2 003	2 215	0,4
France	17 495	20 155	20 273	22 553	26 361	4,7
Grèce	1 821	1 753	2 069	1 967	2 297	0,4
Irlande	10 255	6 418	6 674	6 005	9 446	1,7
Italie	8 828	10 039	8 855	10 388	10 972	2,0
Luxembourg	24 501	18 109	20 859	22 284	19 949	3,6
Pays-Bas	17 845	19 958	18 183	20 416	34 421	6,1
Autriche	4 782	4 658	5 653	5 295	5 283	0,9
Pologne ⁵	.	.	.	2 581	3 259	0,6
Portugal	1 821	2 032	1 700	2 080	2 139	0,4
Suède	5 090	4 861	2 917	1 780	1 777	0,3
Slovaquie ⁵	.	.	.	300	367	0,1
Espagne	6 408	7 771	8 824	8 201	11 264	2,0
République tchèque ⁵	.	.	.	2 094	2 918	0,5
Hongrie ⁵	.	.	.	1 058	2 014	0,4
Royaume-Uni	37 839	39 444	41 977	49 203	55 206	9,9
Reste de l'Europe⁶, dont	34 293	33 093	37 416	31 917	36 821	6,6
Etats baltes ^{4,7}	110	127	150	.	.	
Bulgarie	58	44	89	121	182	0,0
Croatie	241	157	208	228	436	0,1
Norvège	.	.	.	1 806	2 215	0,4
Pologne ⁷	2 469	2 296	1 964	.	.	
Roumanie	269	273	351	410	847	0,2
Fédération de Russie	1 518	1 294	1 607	2 194	3 449	0,6
Slovaquie ⁷	166	180	172	.	.	
République tchèque ⁷	1 952	2 011	1 564	.	.	
Turquie	1 010	1 042	1 129	1 401	2 078	0,4
Ukraine	134	168	242	420	610	0,1
Hongrie ⁷	1 228	660	790	.	.	
Centres financiers offshore ⁸	19 488	19 020	23 737	24 934	26 408	4,7
2. Amérique du Nord	104 678	82 108	83 334	84 438	121 727	21,7
Canada	4 077	2 848	2 952	1 026	9 237	1,6
Etats-Unis	100 601	79 260	80 382	83 412	112 490	20,1
3. Amérique centrale et du Sud, dont	64 039	65 777	74 188	87 359	105 087	18,8
Argentine	1 701	654	1 372	1 284	1 576	0,3
Bolivie	46	59	59	51	53	0,0
Brésil	5 636	3 717	3 858	4 288	6 493	1,2
Chili	831	436	579	805	1 175	0,2
Costa Rica	158	217	402	-70	629	0,1

	2001	2002	2003	2004 ⁴	2005 ⁵	Part en %
Equateur	439	453	405	355	434	0,1
Guatemala	80	133	152	144	180	0,0
Colombie	1 151	1 245	801	810	1 185	0,2
Mexique	5 033	4 198	3 836	3 206	3 340	0,6
Pérou	291	262	224	331	505	0,1
Uruguay	414	586	378	102	123	0,0
Venezuela	1 163	664	849	891	903	0,2
Centres financiers offshore ⁹	45 584	48 538	55 104	69 188	79 613	14,2
4. Asie, dont	33 321	37 080	32 374	35 462	45 041	8,0
Bangladesh	46	14	35	50	26	0,0
Chine (Rép. pop.)	2 061	1 911	2 404	2 723	3 612	0,6
Hong Kong	3 628	3 691	3 942	3 052	3 839	0,7
Inde	567	620	628	793	1 812	0,3
Indonésie	627	909	791	740	3 561	0,6
Israël	740	662	209	740	858	0,2
Japon	4 271	7 261	7 239	8 067	8 816	1,6
Corée (Sud)	1 204	1 414	1 532	1 576	2 205	0,4
Malaisie	1 399	1 163	1 347	1 338	1 494	0,3
Pakistan	236	260	296	567	686	0,1
Philippines	1 999	2 044	1 747	1 671	1 807	0,3
Arabie saoudite	224	188	243	212	157	0,0
Singapour	13 055	14 410	9 045	11 147	12 880	2,3
Sri Lanka	64	10	-21	-16	-5	0,0
Taiwan	901	732	736	814	939	0,2
Thaïlande	1 322	955	1 088	1 045	1 004	0,2
Emirats arabes unis	327	421	626	526	572	0,1
Vietnam	159	47	86	-1	86	0,0
5. Afrique, dont	4 403	3 496	3 305	2 567	3 582	0,6
Egypte	602	413	338	351	495	0,1
Côte d'Ivoire	117	61	94	146	121	0,0
Kenya	57	58	96	105	120	0,0
Maroc	288	210	263	287	285	0,1
Nigéria	31	27	41	35	40	0,0
Afrique du Sud	1 246	1 252	1 156	1 387	1 798	0,3
Tunisie	37	24	20	29	36	0,0
6. Océanie, dont	3 782	5 531	10 545	9 514	11 329	2,0
Australie	3 484	5 264	10 307	9 300	10 654	1,9
Nouvelle-Zélande	259	228	38	10	437	0,1
Ensemble des pays	423 077	405 228	422 244	451 845	560 149	100,0

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

4 Estonie, Lettonie et Lituanie.

5 Jusqu'en 2003, inclus dans «Reste de l'Europe».

6 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

7 Pays membres de l'UE depuis 2004.

8 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

9 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

Investissements directs suisses à l'étranger
Répartition par pays de l'effectif du personnel à l'étranger^{1,2} à la fin de l'année

Tableau 1.3

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p	Part en %
1. Europe	879 651	953 076	910 654	940 565	972 146	48,6
UE³, dont	768 126	801 513	758 999	852 727	876 509	43,8
Etats baltes ^{4,5}	.	.	.	2 005	2 419	0,1
Belgique	23 107	23 538	22 853	23 304	23 300	1,2
Danemark	14 766	14 200	11 687	11 799	11 360	0,6
Allemagne	215 655	225 575	218 267	213 338	216 333	10,8
Finlande	15 668	15 891	12 001	12 493	11 249	0,6
France	137 373	149 648	158 648	158 121	163 057	8,1
Grèce	8 844	9 271	9 852	9 915	10 459	0,5
Irlande	6 075	5 359	5 158	7 478	7 649	0,4
Italie	64 568	63 895	62 295	67 704	65 976	3,3
Luxembourg	2 379	2 499	2 584	3 039	3 266	0,2
Pays-Bas	27 860	34 381	35 480	36 968	36 598	1,8
Autriche	34 870	34 716	34 454	37 243	38 419	1,9
Pologne ⁵	.	.	.	22 454	23 357	1,2
Portugal	10 235	9 860	9 447	9 743	9 689	0,5
Suède	28 292	27 086	21 305	20 720	21 386	1,1
Slovaquie ⁵	.	.	.	7 901	7 583	0,4
Espagne	58 830	59 500	49 183	51 895	54 274	2,7
République tchèque ⁵	.	.	.	24 659	26 938	1,3
Hongrie ⁵	.	.	.	20 817	25 263	1,3
Royaume-Uni	119 606	126 093	105 788	103 414	109 823	5,5
Reste de l'Europe⁶, dont	111 525	151 563	151 655	87 838	95 637	4,8
Etats baltes ^{4,7}	1 862	2 094	1 891	.	.	
Bulgarie	2 625	3 055	3 648	4 151	5 085	0,3
Croatie	3 237	3 035	3 343	3 541	3 809	0,2
Norvège	.	.	.	7 707	7 742	0,4
Pologne ⁷	19 944	21 209	20 946	.	.	
Roumanie	5 268	9 121	8 376	9 559	10 071	0,5
Fédération de Russie	12 311	37 616	41 182	41 130	45 996	2,3
Slovaquie ⁷	3 393	4 183	4 072	.	.	
République tchèque ⁷	19 148	20 390	20 886	.	.	
Turquie	9 266	9 791	8 930	8 461	9 738	0,5
Ukraine	5 831	5 510	6 713	8 144	8 003	0,4
Hongrie ⁷	11 735	12 882	12 158	.	.	
Centres financiers offshore ⁸	964	1 369	1 476	1 606	1 152	0,1
2. Amérique du Nord	339 827	335 872	327 624	314 666	338 570	16,9
Canada	28 859	29 656	30 818	28 981	30 303	1,5
Etats-Unis	310 968	306 217	296 806	285 685	308 267	15,4
3. Amérique centrale et du Sud, dont	161 776	160 243	180 203	197 750	210 845	10,5
Argentine	12 406	12 883	13 928	14 867	18 045	0,9
Bolivie	291	329	196	221	4 005	0,2
Brésil	70 019	70 698	87 062	91 486	91 417	4,6
Chili	9 366	8 800	13 420	14 372	16 055	0,8
Costa Rica	2 361	2 200	2 052	2 450	2 446	0,1

	2001	2002	2003	2004 ¹	2005 ²	Part en %
Equateur	3 842	4 118	4 290	4 212	3 001	0,1
Guatemala	1 438	1 613	1 532	2 265	2 042	0,1
Colombie	9 129	7 661	7 799	7 969	9 516	0,5
Mexique	26 453	26 300	26 300	31 055	32 678	1,6
Pérou	4 118	4 680	4 821	5 481	5 528	0,3
Uruguay	924	872	557	713	831	0,0
Venezuela	8 869	8 111	8 045	8 945	9 344	0,5
Centres financiers offshore ³	7 566	6 666	6 212	7 143	8 125	0,4
4. Asie, dont	250 249	281 397	283 620	303 701	371 261	18,5
Bangladesh	1 029	1 381	1 769	1 733	1 920	0,1
Chine (Rép. pop.)	40 496	54 514	60 164	68 875	81 096	4,1
Hong Kong	14 901	16 553	16 770	16 155	16 911	0,8
Inde	20 274	20 979	21 481	22 584	26 007	1,3
Indonésie	10 834	13 444	12 884	12 955	59 415	3,0
Israël	5 160	5 179	4 955	5 457	5 294	0,3
Japon	29 344	35 734	35 134	39 170	40 515	2,0
Corée (Sud)	5 327	6 227	6 601	7 105	7 314	0,4
Malaisie	18 587	21 011	20 017	22 186	21 404	1,1
Pakistan	5 159	5 271	5 587	6 909	5 714	0,3
Philippines	13 027	13 297	12 204	12 723	14 051	0,7
Arabie saoudite	3 490	3 751	3 584	3 485	3 590	0,2
Singapour	18 898	21 018	16 679	16 813	18 121	0,9
Sri Lanka	2 805	2 390	1 701	1 667	1 756	0,1
Taiwan	10 520	10 197	11 070	10 497	10 861	0,5
Thaïlande	36 962	36 137	36 499	37 974	39 285	2,0
Emirats arabes unis	1 301	1 885	2 576	2 566	3 196	0,2
Vietnam	5 678	6 159	7 408	7 800	7 959	0,4
5. Afrique, dont	63 736	71 198	74 204	68 968	73 303	3,7
Egypte	8 290	8 027	7 762	8 570	9 406	0,5
Côte d'Ivoire	2 424	2 263	2 224	2 145	2 171	0,1
Kenya	1 643	1 092	1 193	1 245	1 460	0,1
Maroc	3 201	3 310	3 263	3 263	3 306	0,2
Nigéria	3 938	6 349	6 419	5 843	5 957	0,3
Afrique du Sud	21 311	25 909	28 074	29 069	29 572	1,5
Tunisie	1 424	1 801	1 865	2 395	2 596	0,1
6. Océanie, dont	29 981	30 887	32 633	36 040	36 050	1,8
Australie	24 986	26 470	28 213	31 412	30 510	1,5
Nouvelle-Zélande	4 285	3 706	3 630	3 791	4 540	0,2
Ensemble des pays	1 725 220	1 832 673	1 808 938	1 861 691	2 002 174	100,0

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

4 Estonie, Lettonie et Lituanie.

5 Jusqu'en 2003, inclus dans «Reste de l'Europe».

6 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

7 Pays membres de l'UE depuis 2004.

8 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

9 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements directs suisses à l'étranger
Exportations de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2} en millions de francs

Tableau 1.4

	2001	2002	2003	2004 ¹	2005 ²
Industrie	11 393	12 502	6 425	21 401	26 557
Textile et habillement ³	-279	157	813	-26	-1 545
Chimie et plastique	1 499	2 939	3 238	11 851	19 850
Métallurgie et machines	4 797	-343	1 433	1 985	608
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 788	681	-3 247	851	729
Autres industries et bâtiment	3 588	9 067	4 189	6 740	6 915
Services	19 523	283	14 369	11 271	41 068
Commerce	1 080	388	-617	1 377	8 710
Sociétés financières et holdings	8 694	2 635	7 359	2 108	15 629
dont en mains suisses ⁴	6 810	-1 901	2 663	-64	1 854
dont en mains étrangères ⁵	1 885	4 536	4 696	2 171	13 776
Banques	-794	437	6 176	3 225	8 423
Assurances	7 493	-573	1 414	3 815	5 893
Transports et communications	1 521	-1 383	-540	-47	390
Autres services	1 528	-1 220	576	793	2 023
Total	30 916	12 785	20 795	32 672	67 625
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁵	29 032	8 249	16 098	30 501	53 849

1 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

5 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs suisses à l'étranger
Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs¹ en millions de francs

Tableau 1.5

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p	Part en %
Industrie	129 068	135 837	142 867	160 056	198 159	35,4
Textile et habillement ²	1 451	1 404	9 443	9 864	8 152	1,5
Chimie et plastique	59 630	62 073	62 647	74 771	96 378	17,2
Métallurgie et machines	20 872	20 787	20 477	21 422	23 742	4,2
Electronique, énergie, optique et horlogerie	14 050	15 454	12 397	11 584	14 162	2,5
Autres industries et bâtiment	33 065	36 119	37 903	42 416	55 725	9,9
Services	294 009	269 391	279 377	291 789	361 990	64,6
Commerce	12 358	12 690	10 819	13 609	22 868	4,1
Sociétés financières et holdings	104 805	111 813	115 140	119 311	159 010	28,4
dont en mains suisses ³	33 857	34 713	25 849	27 463	30 324	5,4
dont en mains étrangères ⁴	70 948	77 099	89 291	91 848	128 686	23,0
Banques	53 465	52 791	57 078	59 480	70 038	12,5
Assurances	104 511	78 754	82 826	86 585	95 902	17,1
Transports et communications	8 118	4 168	3 847	3 260	3 511	0,6
Autres services	10 753	9 176	9 669	9 544	10 662	1,9
Total	423 077	405 228	422 244	451 845	560 149	100,0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁴	352 129	328 129	332 954	359 997	431 463	77,0

1 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

2 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

4 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs suisses à l'étranger
Effectif du personnel à l'étranger à la fin de l'année, par branches et par secteurs¹

Tableau 1.6

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p	Part en %
Industrie	1 001 153	1 044 942	1 046 638	1 036 644	1 086 966	54,3
Textile et habillement ²	49 033	50 745	93 098	88 557	94 296	4,7
Chimie et plastique	217 904	255 491	254 291	255 558	265 612	13,3
Métallurgie et machines	194 307	184 344	190 704	193 911	205 850	10,3
Electronique, énergie, optique et horlogerie	239 692	225 663	182 873	176 734	180 044	9,0
Autres industries et bâtiment	300 217	328 700	325 672	321 885	341 164	17,0
Services	724 067	787 731	762 300	825 047	915 208	45,7
Commerce	80 583	110 468	118 004	133 832	149 849	7,5
Sociétés financières et holdings	286 633	323 831	315 086	372 932	428 836	21,4
dont en mains suisses ³	43 033	51 737	40 019	47 573	49 685	2,5
dont en mains étrangères ⁴	243 600	272 093	275 068	325 358	379 151	18,9
Banques	77 227	76 761	71 580	75 904	81 710	4,1
Assurances	114 233	113 724	89 951	85 283	83 725	4,2
Transports et communications	55 532	54 218	59 471	64 074	70 522	3,5
Autres services	109 859	108 729	108 208	93 022	100 567	5,0
Total	1 725 220	1 832 673	1 808 938	1 861 691	2 002 174	100,0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁴	1 481 620	1 560 580	1 533 870	1 536 333	1 623 023	81,1

1 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

2 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

4 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs suisses à l'étranger
Revenus de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 1.7

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Industrie	15 909	12 337	17 333	20 927	26 817
Textile et habillement ⁴	-15	114	684	618	1 428
Chimie et plastique	4 628	3 015	9 165	9 892	13 632
Métallurgie et machines	1 692	1 394	1 366	2 993	2 428
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 279	3 793	-40	2	712
Autres industries et bâtiment	6 326	4 020	6 159	7 422	8 617
Services	15 495	7 581	26 244	28 018	53 611
Commerce	1 169	2 201	1 743	903	2 764
Sociétés financières et holdings	10 993	11 258	13 524	14 615	34 985
dont en mains suisses ⁵	4 619	2 865	1 205	643	1 287
dont en mains étrangères ⁶	6 373	8 393	12 319	13 972	33 697
Banques	-230	-5 021	3 581	6 637	8 021
Assurances	3 722	678	7 064	4 532	6 836
Transports et communications	220	-1 009	119	378	279
Autres services	-378	-526	212	953	727
Total	31 405	19 917	43 577	48 945	80 428
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁶	25 031	11 525	31 258	34 973	46 731

1 Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

2 Le signe moins (-) indique une perte.

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

5 Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

6 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs suisses à l'étranger Tableau 1.8
Exportations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays^{1,2,3} en millions de francs

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p
Capital social					
1. Europe	5 266	7 203	142	4 751	7 597
UE ⁴	5 544	5 625	-1 975	5 595	5 611
Reste de l'Europe ⁵	-278	1 579	2 116	-844	1 987
2. Amérique du Nord	10 598	14 284	7 811	5 710	9 710
3. Amérique centrale et du Sud, dont	5 920	2 546	-1 017	1 105	2 832
centres financiers offshore ⁶	6 201	2 303	-660	398	1 355
4. Asie	99	500	-1 462	52	611
5. Afrique	147	-11	-14	-37	231
6. Océanie	-35	61	121	37	611
Ensemble des pays	21 995	24 584	5 581	11 617	21 592

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p
Bénéfices réinvestis					
1. Europe	6 007	5 172	6 643	8 226	24 078
UE ⁴	5 283	4 864	7 089	7 246	21 468
Reste de l'Europe ⁵	723	308	-447	980	2 610
2. Amérique du Nord	-3 311	-8 800	772	1 505	10 834
3. Amérique centrale et du Sud, dont	632	-4 495	4 497	4 747	5 490
centres financiers offshore ⁶	-12	-3 932	3 861	4 101	4 195
4. Asie	598	-154	3 101	5 336	4 925
5. Afrique	-194	-201	-34	39	573
6. Océanie	401	338	1 142	1 314	-269
Ensemble des pays	4 132	-8 140	16 121	21 167	45 631

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Crédits					
1. Europe	2 189	-2 101	2 652	1 577	-2 236
UE ⁴	871	-2 648	1 410	2 074	-1 301
Reste de l'Europe ⁵	1 318	546	1 243	-498	-935
2. Amérique du Nord	2 392	-1 841	-1 813	1 663	1 884
3. Amérique centrale et du Sud, dont centres financiers offshore⁶	-298	787	273	-2 570	-1 866
	-595	1 189	741	-2 416	-3 162
4. Asie	719	-261	-1 511	-207	958
5. Afrique	190	-277	-200	-374	1 143
6. Océanie	-403	34	-307	-201	518
Ensemble des pays	4 789	-3 658	-906	-112	401

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Total					
1. Europe	13 461	10 274	9 437	14 553	29 440
UE ⁴	11 698	7 841	6 525	14 915	25 778
Reste de l'Europe ⁵	1 763	2 433	2 912	-361	3 662
2. Amérique du Nord	9 679	3 643	6 769	8 878	22 428
3. Amérique centrale et du Sud, dont centres financiers offshore⁶	6 254	-1 162	3 753	3 283	6 456
	5 594	-440	3 943	2 084	2 387
4. Asie	1 416	86	128	5 180	6 494
5. Afrique	143	-489	-249	-372	1 947
6. Océanie	-37	433	957	1 150	860
Ensemble des pays	30 916	12 785	20 795	32 672	67 625

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

5 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

6 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements directs étrangers en Suisse
Répartition par pays des importations de capitaux^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 2.1

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p
1. Europe	11 470	7 198	14 159	-3 386	21 986
UE⁴, dont	11 436	7 984	14 125	-3 495	22 005
Belgique	169	-266	4 807	320	-1 050
Danemark	1 840	-108	-33	314	1 037
Allemagne	-1 425	-321	-21	-284	419
France	944	2 685	939	784	2 119
Italie	299	410	-96	-2 131	211
Luxembourg	844	314	314	1 110	-422
Pays-Bas	7 505	297	6 025	-2 445	8 808
Autriche	23	105	-9	735	9 782
Suède	-48	189	244	-25	-913
Espagne	48	34	29	122	500
Royaume-Uni	1 211	4 726	1 765	-1 874	1 469
Reste de l'Europe⁵	34	-786	34	110	-19
2. Amérique du Nord	2 872	3 075	7 213	7 007	-24 404
Canada	-454	193	290	111	-5
Etats-Unis	3 325	2 883	6 923	6 896	-24 399
3. Amérique centrale et du Sud, dont	66	24	932	-1 392	860
centres financiers offshore ⁶	84	35	941	-1 965	638
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	538	-515	-79	-524	-18
Israël	14	-310	26	33	62
Japon	278	-291	-263	-229	-119
Ensemble des pays	14 945	9 783	22 224	1 706	-1 577

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

5 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

6 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

Investissements directs étrangers en Suisse
Répartition par pays de l'état à la fin de l'année^{1,2} en millions de francs

Tableau 2.2

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p	Part en %
1. Europe	90 928	100 540	114 210	128 920	153 907	69,3
UE², dont	89 785	99 741	112 304	126 798	150 983	68,0
Belgique	1 052	663	5 535	5 899	5 214	2,3
Danemark	5 372	5 285	5 854	9 416	8 407	3,8
Allemagne	15 976	15 696	16 327	18 600	20 399	9,2
France	11 364	14 145	13 797	16 305	17 071	7,7
Italie	5 875	6 514	6 391	4 340	4 511	2,0
Luxembourg	7 101	10 912	9 214	7 795	9 876	4,4
Pays-Bas	35 766	35 752	41 840	47 123	55 958	25,2
Autriche	780	859	891	2 311	12 457	5,6
Suède	416	1 204	1 514	2 821	2 206	1,0
Espagne	536	586	630	856	1 268	0,6
Royaume-Uni	5 161	7 820	9 755	10 703	12 982	5,8
Reste de l'Europe⁴	1 142	798	1 906	2 122	2 924	1,3
2. Amérique du Nord	53 182	67 538	81 931	90 966	62 151	28,0
Canada	1 788	1 813	1 758	1 457	1 431	0,6
Etats-Unis	51 393	65 725	80 173	89 510	60 720	27,3
3. Amérique centrale et du Sud, dont	1 524	1 865	1 953	1 395	3 286	1,5
centres financiers offshore ⁵	1 208	1 561	1 649	31	1 697	0,8
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	3 254	3 137	2 572	2 404	2 758	1,2
Israël	764	469	487	516	617	0,3
Japon	1 637	1 346	1 102	1 081	901	0,4
Ensemble des pays	148 887	173 080	200 666	223 685	222 102	100,0

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

4 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

5 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements directs étrangers en Suisse
Répartition par pays de l'effectif du personnel en Suisse à la fin de l'année¹

Tableau 2.3

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p
Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs²					
1. Europe	103 732	110 431	124 517	153 085	165 113
UE³, dont	103 533	110 059	124 032	152 425	164 485
Belgique	1 960	1 464	2 141	2 988	2 777
Danemark	6 031	5 989	6 092	12 712	13 492
Allemagne	36 078	33 409	35 249	46 092	47 447
France	8 280	7 724	8 600	12 999	14 063
Italie	2 368	2 725	4 225	4 656	6 151
Luxembourg	9 496	15 944	15 464	13 796	7 784
Pays-Bas	26 463	30 305	37 797	40 832	43 101
Autriche	1 653	1 775	1 558	2 757	6 036
Suède	2 383	2 503	2 811	4 678	3 952
Espagne	572	546	541	723	3 580
Royaume-Uni	6 109	5 614	7 483	7 905	14 303
Reste de l'Europe⁴	200	373	486	661	628
2. Amérique du Nord	31 801	31 231	30 505	33 972	31 540
Canada	3 794	3 366	3 482	3 237	3 236
Etats-Unis	28 007	27 865	27 023	30 735	28 304
3. Amérique centrale et du Sud, dont centres financiers offshore⁵	1 096	1 029	1 339	1 583	1 203
	1 030	963	1 259	1 531	1 141
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	1 188	1 149	1 468	1 476	2 245
Israël	481	244	248	257	291
Japon	216	164	124	110	120
Ensemble des pays	137 816	143 840	157 829	190 116	200 100

2001

2002

2003

2004^r2005^p
**Entreprises n'entrant pas dans la
statistique des investissements directs⁶**

1. Europe	.	.	109 499	92 227	88 505
UE³, dont	.	.	109 166	91 959	88 177
Belgique	.	.	1 796	2 621	2 422
Danemark	.	.	7 421	1 631	1 588
Allemagne	.	.	43 442	34 426	34 972
France	.	.	17 407	14 617	13 119
Italie	.	.	4 038	3 648	3 719
Luxembourg	.	.	3 136	3 617	3 027
Pays-Bas	.	.	8 216	7 326	6 130
Autriche	.	.	3 453	4 486	4 545
Suède	.	.	5 329	6 056	5 657
Espagne	.	.	369	686	1 437
Royaume-Uni	.	.	11 697	10 163	8 699
Reste de l'Europe⁴	.	.	333	268	328
2. Amérique du Nord	.	.	26 606	24 957	25 237
Canada	.	.	604	849	724
États-Unis	.	.	26 002	24 108	24 513
3. Amérique centrale et du Sud, dont	.	.	3 598	2 709	5 395
centres financiers offshore ⁵	.	.	3 595	2 699	5 385
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	.	.	3 644	5 035	4 827
Israël	.	.	144	218	156
Japon	.	.	1 897	2 181	2 308
Ensemble des pays	.	.	143 347	124 928	123 964

Investissements directs étrangers en Suisse
Répartition par pays de l'effectif du personnel en Suisse à la fin de l'année¹

Tableau 2.3 (suite)

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p	Part en %
Ensemble des entreprises						
1. Europe	.	.	234 016	245 312	253 618	78,3
UE³, dont	.	.	233 198	244 384	252 662	78,0
Belgique	.	.	3 937	5 609	5 199	1,6
Danemark	.	.	13 513	14 343	15 080	4,7
Allemagne	.	.	78 691	80 518	82 419	25,4
France	.	.	26 007	27 616	27 182	8,4
Italie	.	.	8 263	8 304	9 870	3,0
Luxembourg	.	.	18 600	17 413	10 811	3,3
Pays-Bas	.	.	46 013	48 158	49 231	15,2
Autriche	.	.	5 011	7 243	10 581	3,3
Suède	.	.	8 140	10 734	9 609	3,0
Espagne	.	.	910	1 409	5 017	1,5
Royaume-Uni	.	.	19 180	18 068	23 002	7,1
Reste de l'Europe⁴	.	.	819	929	956	0,3
2. Amérique du Nord	.	.	57 111	58 929	56 777	17,5
Canada	.	.	4 086	4 086	3 960	1,2
Etats-Unis	.	.	53 025	54 843	52 817	16,3
3. Amérique centrale et du Sud, dont	.	.	4 937	4 292	6 598	2,0
centres financiers offshore ⁵	.	.	4 854	4 230	6 526	2,0
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	.	.	5 112	6 511	7 072	2,2
Israël	.	.	392	475	447	0,1
Japon	.	.	2 021	2 291	2 428	0,7
Ensemble des pays	.	.	301 176	315 044	324 064	100,0

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

4 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

5 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

6 Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

Investissements directs étrangers en Suisse
Importations de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2} en millions de francs

Tableau 2.4

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p
Industrie	-1 725	672	6 650	3 423	484
Chimie et plastique	278	205	2 522	2 569	622
Métallurgie et machines	-39	165	1 797	447	318
Electronique, énergie, optique et horlogerie	-2 435	264	1 953	706	-613
Autres industries et bâtiment	472	38	378	-299	156
Services	16 670	9 111	15 575	-1 717	-2 061
Commerce	572	1 624	4 409	1 083	1 864
Sociétés financières et holdings	5 513	8 090	9 012	-3 743	-8 125
Banques	2 545	502	733	204	1 236
Assurances	1 721	-1 461	467	-106	309
Transports et communications	6 177	-57	807	-280	1 951
Autres services	142	413	146	1 124	704
Total	14 945	9 783	22 224	1 706	-1 577

1 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

Investissements directs étrangers en Suisse
Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs¹ en millions de francs

Tableau 2.5

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p	Part en %
Industrie	25 350	27 271	36 519	41 087	39 897	18,0
Chimie et plastique	10 307	10 925	15 432	17 592	16 576	7,5
Métallurgie et machines	3 427	3 721	4 928	5 392	5 964	2,7
Electronique, énergie, optique et horlogerie	7 061	8 135	10 078	11 827	10 995	5,0
Autres industries et bâtiment	4 556	4 490	6 082	6 276	6 362	2,9
Services	123 537	145 809	164 147	182 599	182 205	82,0
Commerce	19 125	19 495	21 340	28 281	31 763	14,3
Sociétés financières et holdings	68 743	89 960	102 345	109 531	101 766	45,8
Banques	23 039	24 541	26 536	27 207	28 859	13,0
Assurances	4 375	3 498	4 022	5 405	5 961	2,7
Transports et communications	5 516	4 526	5 822	5 801	6 894	3,1
Autres services	2 740	3 790	4 082	6 375	6 961	3,1
Total	148 887	173 080	200 666	223 685	222 102	100,0

1 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

Investissements directs étrangers en Suisse
Effectif du personnel en Suisse à la fin de l'année, par branches et par secteurs

Tableau 2.6

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p
Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs¹					
Industrie	55 628	57 867	65 017	78 872	79 260
Chimie et plastique	8 468	10 509	11 180	15 858	16 281
Métallurgie et machines	11 774	12 022	18 996	22 309	21 831
Electronique, énergie, optique et horlogerie	20 161	19 213	18 899	23 885	24 483
Autres industries et bâtiment	15 226	16 123	15 943	16 820	16 666
Services	82 188	85 972	92 812	111 244	120 840
Commerce	19 564	20 270	26 436	33 334	35 391
Sociétés financières et holdings	11 996	10 375	11 282	14 157	13 939
Banques	17 017	17 098	16 891	17 898	18 315
Assurances	7 075	7 454	5 071	4 346	4 210
Transports et communications	12 466	15 986	17 730	15 137	21 419
Autres services	14 072	14 789	15 402	26 372	27 566
Total	137 816	143 840	157 829	190 116	200 100

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p
Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs²					
Industrie	.	.	54 008	46 582	45 660
Chimie et plastique	.	.	6 936	6 291	5 816
Métallurgie et machines	.	.	16 208	16 067	16 626
Electronique, énergie, optique et horlogerie	.	.	17 507	11 328	10 693
Autres industries et bâtiment	.	.	13 357	12 896	12 525
Services	.	.	89 339	78 346	78 304
Commerce	.	.	35 671	34 450	34 244
Sociétés financières et holdings	.	.	4 972	4 439	4 397
Banques	.	.	568	429	464
Assurances	.	.	1 068	820	818
Transports et communications	.	.	8 213	7 580	6 785
Autres services	.	.	38 847	30 628	31 596
Total	.	.	143 347	124 928	123 964

	2001	2002	2003	2004 ¹	2005 ²	Part en %
Ensemble des entreprises						
Industrie	.	.	119 025	125 454	124 920	38,5
Chimie et plastique	.	.	18 116	22 149	22 097	6,8
Métallurgie et machines	.	.	35 204	38 376	38 457	11,9
Electronique, énergie, optique et horlogerie	.	.	36 406	35 213	35 176	10,9
Autres industries et bâtiment	.	.	29 300	29 716	29 191	9,0
Services	.	.	182 151	189 590	199 144	61,5
Commerce	.	.	62 107	67 784	69 635	21,5
Sociétés financières et holdings	.	.	16 254	18 596	18 336	5,7
Banques	.	.	17 459	18 327	18 779	5,8
Assurances	.	.	6 139	5 166	5 028	1,6
Transports et communications	.	.	25 943	22 717	28 204	8,7
Autres services	.	.	54 249	57 000	59 162	18,3
Total	.	.	301 176	315 044	324 064	100,0

1 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

2 Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

Investissements directs étrangers en Suisse
Revenus de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 2.7

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p
Industrie	-856	1 665	3 000	4 298	5 672
Chimie et plastique	783	485	575	2 396	3 955
Métallurgie et machines	355	296	1 413	661	949
Electronique, énergie, optique et horlogerie	-2 219	634	560	971	-114
Autres industries et bâtiment	225	251	452	269	882
Services	14 041	7 968	10 778	15 338	29 018
Commerce	924	356	959	2 883	4 955
Sociétés financières et holdings	11 575	7 240	7 494	9 297	21 362
Banques	1 623	1 538	1 601	2 143	1 629
Assurances	233	-1 116	288	-61	435
Transports et communications	-506	-348	387	673	181
Autres services	193	299	50	403	455
Total	13 185	9 634	13 779	19 636	34 689

1 Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

2 Le signe moins (-) indique une perte.

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

Investissements directs étrangers en Suisse
Importations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 2.8

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p
Capital social					
1. Europe	12 086	5 108	8 912	-4 276	31 208
UE ⁴	12 011	4 955	8 910	-4 199	32 483
Reste de l'Europe ⁵	75	154	2	-77	-1 275
2. Amérique du Nord	3 672	-533	1 975	1 414	-31 169
3. Amérique centrale et du Sud	53	-55	799	77	-771
4. Asie, Afrique et Océanie	-13	-568	-23	-475	14
Ensemble des pays	15 799	3 952	11 663	-3 260	-719

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Bénéfices réinvestis					
1. Europe	-590	-1 501	615	3 937	-9 947
UE ⁴	-549	-483	569	3 732	-10 253
Reste de l'Europe ⁵	-41	-1 018	46	206	306
2. Amérique du Nord	1 540	3 770	3 146	4 383	6 541
3. Amérique centrale et du Sud	17	90	63	146	75
4. Asie, Afrique et Océanie	-1	34	-29	38	-9
Ensemble des pays	966	2 393	3 795	8 505	-3 340

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Crédits					
1. Europe	-27	3 592	4 632	-3 047	725
UE ⁴	-27	3 513	4 646	-3 028	-224
Reste de l'Europe ⁵	0	78	-14	-19	950
2. Amérique du Nord	-2 340	-162	2 093	1 210	224
3. Amérique centrale et du Sud	-4	-10	69	-1 615	1 556
4. Asie, Afrique et Océanie	551	19	-28	-87	-23
Ensemble des pays	-1 820	3 438	6 766	-3 539	2 482

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Total					
1. Europe	11 470	7 198	14 159	-3 386	21 986
UE ⁴	11 436	7 985	14 125	-3 495	22 005
Reste de l'Europe ⁵	34	-786	34	110	-19
2. Amérique du Nord	2 872	3 075	7 213	7 007	-24 404
3. Amérique centrale et du Sud	66	24	932	-1 392	860
4. Asie, Afrique et Océanie	538	-515	-79	-524	-18
Ensemble des pays	14 945	9 783	22 224	1 706	-1 577

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

5 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Trois autres publications de la BNS contiennent des données sur les investissements directs. Elles peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS (www.snb.ch), sous la rubrique *Publications*.

Estimations trimestrielles de la balance des paiements

Des données sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par secteurs, sont disponibles trois mois après la fin de chaque trimestre.

Balance suisse des paiements

La Balance suisse des paiements paraît en septembre; des données annuelles récentes sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par secteurs et par pays, y sont publiées.

Bulletin mensuel de statistiques économiques (version Internet), tableaux Q3, R et S

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur les investissements directs, avec ventilation par pays et par secteurs. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Renseignements: bop@snb.ch